

Présidentielle (France) : Un effondrement socialiste qui vient de loin

mercredi 13 avril 2022, par [FULLA Mathieu](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2022).

Sommaire

- [Les fractures du quinquennat](#)
- [Des élites socialistes de plus](#)
- [La faiblesse des réseaux \(...\)](#)

Le score de 1,72 % de [suffrages exprimés](#) en faveur d'Anne Hidalgo, candidate du Parti socialiste, lors du premier tour de l'élection présidentielle 2022, marque sans ambiguïté l'effondrement de l'une des plus vieilles organisations partisans de France, [héritière de la Section française de l'Internationale ouvrière](#) (SFIO) fondée en 1905 sous l'impulsion de Jean Jaurès et de Jules Guesde. [Refondé en 1969], le Parti socialiste a pris son essor à la suite du congrès d'Épinay de 1971 qui [installe François Mitterrand à sa tête](#).

Si [son histoire](#) a connu de nombreux rebondissements, la fin du quinquennat de François Hollande (2012-2017) ouvre des failles profondes qui ne sont toujours pas refermées.

Les fractures du quinquennat Hollande

L'élection présidentielle de 2017 met en lumière l'affaiblissement du PS dont témoigne le score déjà historiquement faible réalisé par son candidat [Benoît Hamon](#). La majorité des cadres du parti, de même que ses élites gouvernementales, se rallient à la candidature d'Emmanuel Macron. Au niveau de l'électorat, la logique de « vote utile » joue à plein. Les électeurs reportent massivement leurs voix vers l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande mais aussi, pour une part significative, vers Jean-Luc Mélenchon, qui attire alors 16 % des électeurs ayant voté François Hollande au premier tour en 2012.

Ces résultats soulignent l'accentuation des divisions internes de la famille socialiste sous le quinquennat Hollande. Celles-ci commencent à poindre après le « choc » du 21 avril 2002 et, plus encore, du référendum de 2005 pour une Constitution européenne, où le camp du « non » compte de chauds partisans comme Laurent Fabius ou Henri Emmanuelli. [Le discours du Bourget prononcé par le candidat Hollande en janvier 2012](#), cristallise un malentendu entre ce dernier et son électorat.

Exaspérés par la politique sécuritaire, le climat de tensions et les affaires de la présidence de Nicolas Sarkozy (2007-2012), la plupart des électeurs socialistes ne veulent pas voir (ou prendre au sérieux) la modération du programme économique et social de François Hollande. Sa charge contre la finance, qu'il désigne comme son ennemi principal, et son engagement pour un contrôle plus important des [produits financiers toxiques](#) relèvent davantage de considérations tactiques que d'une conviction de fond. Les fondements de son programme économique portent sur la compétitivité des PME et le retour à l'équilibre des finances publiques dès la fin du quinquennat. Le président assume d'ailleurs rapidement cette approche « social-libérale » et annonce, en novembre 2012, la mise en

place du CICE, un crédit d'impôt sur les bénéficiaires des entreprises à hauteur de 20 milliards d'euros par an.

L'approfondissement de cette orientation économique avec la nomination de Manuel Valls à Matignon en mars 2014 conduit quelques mois plus tard à la démission du ministre de l'Économie d'alors, [Arnaud Montebourg](#), ainsi qu'à celle de Benoît Hamon, éphémère ministre de l'Éducation nationale. Peu après, une partie du groupe parlementaire socialiste affirme à son tour publiquement son opposition à la voie « social-libérale », personnifiée par le Premier ministre et son nouveau ministre de l'Économie, Emmanuel Macron. Ces députés « [frondeurs](#) » s'opposent au gouvernement jusqu'à la fin du quinquennat, traduisant la faiblesse du leadership du président sur le parti dont il avait longtemps été le premier secrétaire.

Si la politique économique de François Hollande fut bien éloignée du discours du Bourget, il est important de noter la continuité de ses positions sur le sujet. [Proche de Jacques Delors dans les années 1980](#), il propose alors de répondre aux défis de la mondialisation et de l'approfondissement de la construction européenne par une politique fondée sur la compétitivité des entreprises et une flexibilité accrue du marché du travail qui serait contrebalancées par la défense de l'État social, une protection plus individualisée des travailleurs et le développement de la formation continue. Sous son quinquennat néanmoins, ses choix politiques sur des sujets économiques, sociaux mais aussi régaliens déstabilise et clive sa famille politique, au premier chef la [proposition de déchéance de nationalité](#) à la suite des attentats du Bataclan en 2015 puis la loi travail dite [loi El Khomri](#) l'année suivante, qui accroît la flexibilité du marché du travail.

Des élites socialistes de plus en plus déconnectées de leur électorat

Comment comprendre ces propositions en décalage avec l'idéologie de la gauche traditionnelle ? Les mutations sociologiques de l'électorat socialiste apportent quelques éléments d'explications. Ce dernier en effet a profondément évolué au cours des dernières décennies.

[En 1981](#), 72 % des ouvriers et 62 % des employés ont voté pour François Mitterrand au second tour : des chiffres que la gauche n'a jamais retrouvés depuis.

En devenant un parti de gouvernement, les socialistes ont mis en œuvre, surtout après 1984 et la nomination à Matignon de Laurent Fabius, une politique économique privilégiant la modernisation industrielle, la libéralisation financière, et [l'approfondissement de la construction européenne](#) tout en s'efforçant de défendre l'État social dans un contexte de chômage de masse touchant l'ensemble des sociétés occidentales. Ces choix des socialistes au pouvoir, pas complètement assumés et expliqués, contribuent à [éloigner le PS des classes populaires](#).

À partir des années 1990, ces électeurs se réfugient dans l'abstention. Une part significative rallie le Front national de Jean-Marie Le Pen tandis qu'une petite minorité opte pour des partis de gauche plus radicaux. Surtout, la gauche n'attire plus les nouvelles générations d'ouvriers et d'employés qui, après 1995, votent majoritairement et sans discontinuer pour [la droite et l'extrême droite](#).

Ce divorce avec les couches les plus populaires de l'électorat s'accompagne d'une autre rupture, plus progressive et silencieuse, avec les personnels de l'État, longtemps bastion privilégié du socialisme français. Depuis les années 2000, les [enseignants](#) ont par exemple cessé de voter en masse pour le PS, à l'exception notable de l'élection présidentielle de 2012) lui reprochant des prises de positions trop favorables à l'égard de la [mondialisation libérale](#) et des politiques éducatives ne répondant pas à leurs attentes.

En dehors de quelques mesures phares impulsées sous les gouvernements de Michel Rocard et Lionel Jospin - [Revenu minimum d'insertion], [semaine des 35h](#), [couverture maladie universelle](#) - le parti assume en effet une politique de l'offre tournée vers la compétitivité des entreprises et la primauté d'une régulation de l'activité économique par des mécanismes de marché dont la puissance publique doit toutefois [corriger les excès par des politiques sociales ciblées](#).

Ces orientations politiques creusent les divisions de la gauche et affaiblissent le PS. Si ce dernier s'est appuyé sur des organisations telles que le Parti communiste ou les Verts pour nouer des alliances ponctuelles au gré des scrutins européens ou locaux, il ne parvient plus à créer une dynamique, comme ce fut par exemple [le cas dans les années 1970](#).

À partir de 2017, le rejet assumé du [clivage gauche-droite](#) par Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, rejoignant sur ce point la position des leaders du FN qui, dès la fin des années 1990, lui substituent l'opposition entre « mondialistes » et « nationaux », porte un coup dur au PS désormais perçu comme l'une des principales incarnations du « vieux monde » politique.

La faiblesse des réseaux socialistes

L'enracinement sociétal de la SFIO puis du PS qui, contrairement aux social-démocraties d'Europe du Nord, furent toujours des partis d'élus et non de masse, est resté faible à l'exception de rares fédérations emblématiques comme celle du Nord. Dans les années 1970 cependant, le décollage du PS s'explique par une capacité de mobilisation au-delà de ses traditionnelles mairies. Le parti trouve des relais dans des syndicats ouvriers (la CFDT) et étudiants (l'UNEF) mais aussi dans les milieux associatifs et coopérateurs. Il est ainsi courant que les militants PS soient également encartés à la CFDT et exercent des fonctions associatives, par exemple dans les fédérations de parents d'élèves. L'influence du PS sur ces réseaux a disparu depuis longtemps et l'épisode de la Loi Travail a achevé de déstabiliser la CFDT, historiquement ouverte à un dialogue (qui ne fut jamais simple) avec le socialisme de gouvernement.

Plus largement, dans la perspective d'une recomposition et d'une réinvention du PS, l'affaiblissement des [corps intermédiaires](#), qui s'est accéléré sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, le prive d'un levier de sortie de crise.

Un autre facteur, plus souterrain, peut également être mobilisé pour comprendre la déconnexion croissante entre les élites socialistes et la société. Il réside dans la relation que cette organisation entretient avec l'État [depuis les années 1980](#). Des politistes ont mis en lumière un phénomène de [« cartellisation »](#). En devenant un parti de gouvernement, le PS a accru sa dépendance vis-à-vis de l'État non seulement pour ses finances, de plus en plus dépendantes de l'argent public, mais aussi pour son expertise avec la pénétration massive de hauts fonctionnaires au sommet de l'appareil. Cette mue du PS en une « agence semi-publique centralisée » l'a considérablement éloigné des [militants et de la société](#).

Facteurs de court, moyen et long terme se conjuguent donc pour expliquer le score dérisoire de la candidate socialiste au premier tour de l'élection présidentielle. Depuis 2017, le PS est bien en voie de « pasokisation », vocable passé dans le langage des sciences sociales en référence au Parti socialiste grec (PASOK) qui disparaît presque complètement du paysage politique à la suite de la terrible crise économique et sociale ayant frappé le pays à la fin des années 2000. Pasokisation n'est cependant pas synonyme de disparition.

Comme l'ont montré de nombreux travaux, « les partis meurent longtemps » et disposent d'une [forte capacité de résilience](#) dont témoigne le regain électoral timide mais réel de certains partis sociaux-

démocrates européens. Le PASOK lui-même pourrait offrir un bon exemple de sortie de crise au PS : après une décennie compliquée, cette organisation retrouve des couleurs grâce à la réactivation de réseaux d'élus et de syndicalistes locaux ainsi qu'à l'émergence d'un nouveau leader. < !—>
<http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Mathieu Fulla](#), Agrégé et docteur en histoire, membre permanent du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), [Sciences Po](#)

P.-S.

- The Conversation. Publié : 12 avril 2022, 20:27 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Mathieu Fulla](#), [Sciences Po](#)